

COMITÉ NATIONAL DE LA DETTE PUBLIQUE (CNDP)

OCTOBRE 2025

SIGLES ET ABREVIATIONS

APE	Appel Public à l'Épargne
ATM	Average Time to Maturity (Maturité moyenne)
ATR	Average Time to Refixing (Temps moyen jusqu'à la Refixation)
BAD/FAD	Banque Africaine de Développement / Fonds Africain de
	Développement
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CNDP	Comité National de la Dette Publique
DDP	Direction de la Dette Publique
DGCPT	Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor
FMI	Fonds Monétaire International
IDA	International Development Association (Association Internationale
IDA	de Développement)
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PIB	Produit Intérieur Brut
SDMT	Stratégie de Gestion de la Dette à Moyen Terme
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest africaine



LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille à fin décembre 2024 8
Tableau 2 : Principaux agrégats macroéconomiques
Tableau 3 : Mise en œuvre du plan de financement à septembre 202512
Tableau 4 : Indicateurs des coûts et risques résultats
13
Tableau 5 : Stratégie retenue 15
Tableau 6 : Plan de financement pour l'année 2026
<u>LISTES DES GRAPHIQUES</u>
Graphique1 : Composition de l'encours de la dette fin décembre 20245
Graphique 2 : Répartition par type de la dette extérieure à fin décembre 20245
Graphique 3 : Répartition par instrument de la dette intérieure à fin décembre 20246
Graphique 4 : Répartition de la dette publique totale par type à fin décembre 20246
Graphique 5 : exposition au risque de change à fin décembre
20247
Graphique 6 : exposition au risque de taux d'intérêt à fin décembre
20247
Graphique 7 : Profil de remboursement du stock de la dette publique à fin décembre
20249
Graphique 8 : profil de remboursement – par type de taux à fin décembre
20249
Graphique 9. Impacts des scénarios de chocs à fin 2028



Résumé

Le règlement n°09/2007/CM/UEMOA portant Cadre de Référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique dans les États membres de l'UEMOA a instruit les pays membres d'élaborer une Stratégie de Gestion de Dette à Moyen Terme (SDMT), à annexer à la loi de finances.

La Banque Mondiale et le FMI ont mis à la disposition des pays un outil destiné à l'élaboration de la stratégie de dette en vue de permettre une bonne évaluation et une meilleure définition de la composition du portefeuille de dette publique pour une maîtrise des coûts et risques.

La formulation de la présente SDMT répond à l'objectif de mobilisation de ressources financières pour combler les besoins de l'État dans un meilleur compromis entre les coûts et les risques. Par ailleurs, elle est portée vers une opérationnalisation de la Vision des nouvelles autorités d'un « Sénégal souverain, juste et prospère » définie dans le nouveau référentiel de politiques publiques intitulé « Agenda national de transformation Sénégal 2050 » et décliné sur le moyen terme en « Stratégie nationale de développement 2025-2029¹ ». Les objectifs stratégiques 1.2 consistant à « mettre en place un cadre macroéconomique soutenable » et 1.3 visant à « Développer le financement domestique et les financements innovants » contenus dans l'Axe I du document de stratégie susmentionné et intitulé « Économie compétitive » seront adressés par la Direction de la Dette publique.

Ainsi, la stratégie de dette 2026-2028 est élaborée en toute considération des orientations des autorités pour un Sénégal souverain, juste et prospère à l'horizon 2050 en prenant en compte les vulnérabilités du portefeuille de dette à court et moyen terme sans perdre de vue les développements de l'environnement économique et financier mondial et en zone UEMOA.

Enfin. l'État. pour atteindre son objectif consistant à contribuer activement au développement du marché financier domestique, compte renforcer sa présence sur le marché des titres, par le mécanisme de l'adjudication et de l'Appel public à l'épargne auquel la Diaspora sera invitée à participer.

Le présent document de stratégie de dette à moyen terme est élaborée dans un contexte faisant suite à l'audit des finances publiques commandé par les plus hautes autorités, en application de la loi 2012-22 du 27 décembre 2012 portant Code de transparence dans la gestion des finances publiques. Les données utilisées sont celles arrêtées à fin décembre 2024 à la suite de la publication du rapport de la Cour et après audit réalisé par le Cabinet Forvis Mazars.

¹ Sénégal Vision 2050 : Le seul référentiel de la politique économique et sociale sur le long terme du Sénégal et décliné sur le moyen terme en Stratégie nationale de développement 2025-2027 récemment partagé par les nouvelles autorités du pays.



Objectifs et champ de couverture de la SDMT

Les objectifs visés par la présente SDMT consistent à :

- combler les besoins de financement de l'État et faire face aux obligations de paiement du Trésor :
- assurer que les risques liés au portefeuille de la dette publique restent dans des limites acceptables ;
- garantir que les coûts de financement soient les plus optimales ;
- diversifier les sources de financement (aussi bien en termes de géographie qu'en type d'instrument) et développer et approfondir le marché régional des titres publics.

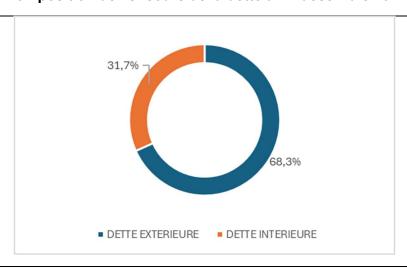
Le champ de couverture actuel de la SDMT est circonscrit à la dette intérieure et extérieure de l'administration centrale². Par conséquent, la dette contractée par les autres démembrements de l'État (les Collectivités territoriales, les entités du secteur parapublic) n'a pas été prise en compte. La République du Sénégal prévoit progressivement d'élargir le champ de couverture de la SDMT à ces entités à mesure de la disponibilité des informations utiles pour la conduite de cet exercice.

Diagnostic du portefeuille de la dette publique à fin décembre 2024

À fin décembre 2024, l'encours de la dette publique de l'Administration centrale est estimé à **23 666,8** milliards (mds) de FCFA.

Rapporté au PIB nominal de 2024, l'encours de la dette publique s'élève à 119% et est composé de dette intérieure pour 31,7% et de dette extérieure à hauteur de 68,3%.

Graphique 1. Composition de l'encours de la dette à fin décembre 2024



Source : DDP

² Dans ce document, la dette intérieure désigne la dette libellée en monnaie locale et la dette extérieure est celle libellée en devises étrangères.



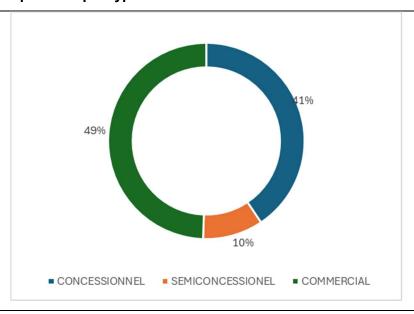
-

Dette extérieure

Le stock de la dette publique extérieure est arrêté, à fin décembre 2024, à **16 160,5 mds FCFA** soit **81,2%** du PIB.

Il est principalement constitué de dette concessionnelle et semi concessionnelle contractée auprès de créanciers multilatéraux et bilatéraux (51% de la dette extérieure) et de dette commerciale à hauteur de 49%, incluant 18,3% d'Eurobonds émis sur le marché international et 11,2% de crédit à l'exportation.

Graphique 2. Répartition par type de dette- Dette extérieure



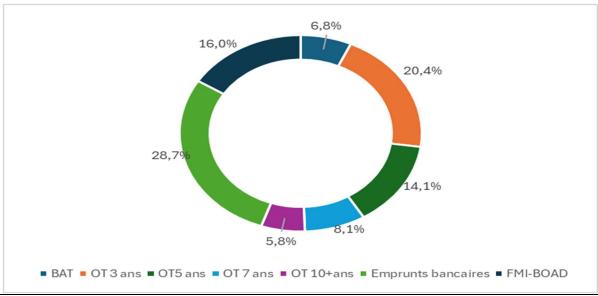
Source : DDP

Dette intérieure

L'encours de la dette intérieure est arrêté à fin décembre 2024 à **7 506,3 mds FCFA** soit **37,7%** du PIB. Le stock d'obligations du Trésor de 3 ans et 5 ans représente 34,5% de l'encours de la dette en monnaie locale. L'encours de la dette contractée auprès de banques locales ressort à 28,7%.

Graphique 3. Répartition par instrument - Dette intérieure



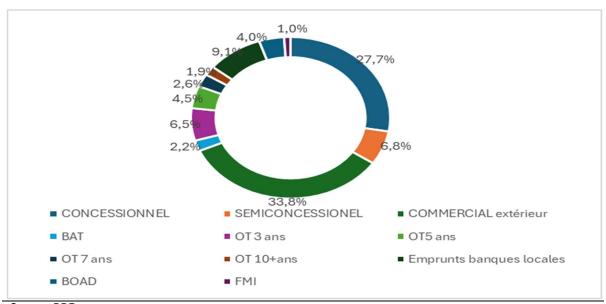


Source : DDP

Évolution de la dette publique totale

À fin décembre 2024, le stock de dette concessionnelle (27,7%) et semi-concessionnelle (6,8%) ressortent à 34,5% du portefeuille de dette totale ; les 64,5% restant sont constitués de dettes contractées à des conditions commerciales.

Graphique 4. Répartition de la dette publique totale à fin décembre 2024 par type



Source : DDP



31,79 28,5%
39,8%

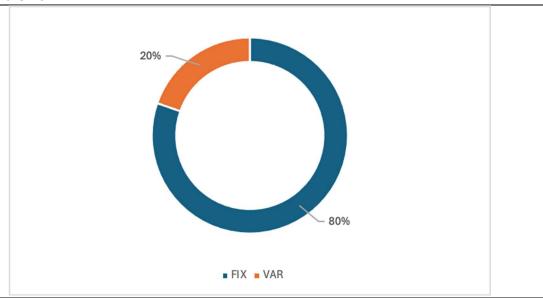
■ EUR ■ USD&ASSIMILEES ■ XOF

Graphique 5. Exposition de la dette au risque de change - fin décembre 2024

Source : DDP

La part de la dette libellée en devises étrangères s'élève à 68,3% du total à fin décembre 2024. La dette en dollar et devises assimilées constitue 39,8% du stock de la dette totale et 58% du stock de dette extérieure.

Graphique 6. Exposition au risque de taux d'intérêt de la dette publique totale à fin décembre 2024



Source : DDP

À fin décembre 2024, l'encours de la dette contractée à taux variable représente 20% du stock de la dette totale.



Les indicateurs de coûts et risques de la dette existante à fin 2024

Les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique à fin décembre 2024 sont les suivantes :

- **Risque de change : près de 40%** du portefeuille de la dette publique est libellé en dollars US et devises assimilées.
- **Coût de la dette**: près de **32**% de la dette extérieure et un peu plus de 27% de la dette domestique (soit un peu plus de 30% de la dette totale) sont à refixer dans 1 an. En outre, le coût moyen pondéré de la dette globale se situe à **4,3%**. On notera que les coûts sont en moyenne légèrement plus élevé sur le marché domestique.

Tableau 1. Indicateurs de coûts et risques de la dette existante à fin décembre 2024

Z. COST AND RISK INDICA	ATORS FOR EXISTING DEBT AS AT END 2024	_	-	
Indicateurs de risque		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Montant (en milliards of XOF)		16 160,5	7 506,3	23 666,8
Montant (en milliards of USD)		25,5	11,8	37,3
Dette nominale en % du PIB		81,2	37,7	119,0
Valeur actualisée de la dette en % du l	PIB ¹	72,9	37,7	110,6
Coût de la dette	Paiement d'intérêts en % du PIB 3	2,7	2,0	4,7
Cour de la dette	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	4,2	4,7	4,3
Risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans)-ATM	8,4	3,2	6,7
	Dette exigible dans 1 an (% du total)	8,8	27,4	14,7
7	Dette exigible dans 1 an (% du PIB)	7,1	10,3	17,5
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans)-ATR	7,2	3,2	5,9
	Dette à refixer dans 1 an (% du total)	31,7	27,6	30,4
	Dette à taux d'intérêt fixe y compris bons du Trésor (% du total)	71,2	100,0	80,3
Risque de taux de change	Dette libellées en devises étrangères (% de la dette totale)			68,3
nisque de taux de change	Dette libellée en Euro (% de la dette totale)	1		28,5

Source : DDP, outils SDMT.

- La durée moyenne d'échéance (ATM) de la dette intérieure est limitée à 3,2 ans compte tenu des émissions d'obligations sur des maturités plus réduites (3 ans et 5 ans pendant ces 3 dernières années). Pour la dette extérieure, l'ATM se situe à 8,4 ans au regard notamment du rapprochement des échéances des Eurobonds et de la contractation de dette commerciale de courte maturité et quasiment sans différé de paiement.

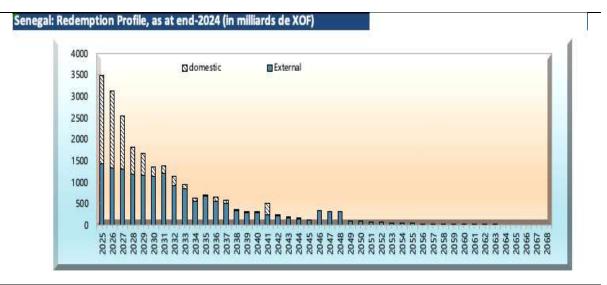
On notera également que 27% de la dette domestique est exigible dans un (1) an.

- La durée moyenne à refixer (ATR) ressort à 7,2 ans la dette extérieure et à 3,2 ans pour la dette intérieure. Cela s'explique essentiellement par un recours plus important à des instruments à taux variable et à de la dette à très court terme. En conséquence, l'ATR de la dette publique totale est situé à **5,9 ans** à fin 2024.

Par ailleurs, la part de la dette à refixer dans un (1) an est estimée à 30,4% du stock à fin 2024.



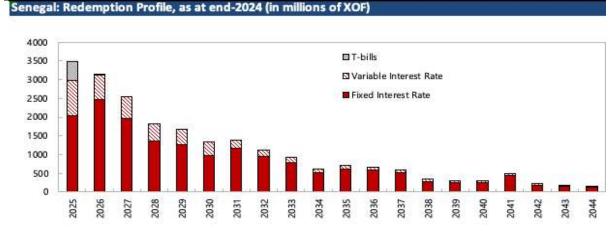
Graphique 7. Profil de remboursement de la dette publique à fin décembre 2024 (en milliards de FCFA)



Source: DDP, outil SMDT

A fin décembre 2024, le profil de remboursement de la dette laisse apparaître une concentration sur les années 2025 à 2028. Le pic le plus important qui se situe en 2025 s'explique essentiellement par (i) l'intégration des corrections apportées sur l'encours de la dette bancaire à la suite de l'exercice de réconciliation des données réalisé par le Cabinet Forvis Mazars dans le cadre de ses travaux d'inventaire à la suite du rapport de la Cour des Comptes de février 2025. Les pics des années 2026 à 2028 coïncident avec le début du remboursement en principal de l'Eurobond de 2018 amortissable sur les années 2026, 2027 et 2028 et (ii) l'arrivé à échéance de certains instruments contractés sur le marché des titres publics.

Graphique 8. Profil de remboursement de la dette totale à fin décembre 2024 – Par type de taux



Source : DDP

La dette à taux variable, qui représente 20% de la dette totale est essentiellement libellée en Euro (77%).



Environnement macroéconomique et financier de gestion de la dette publique

Une meilleure gestion de la dette publique repose sur un cadre macroéconomique cohérent et une combinaison efficace des sources potentielles de financement.

Hypothèses macroéconomiques

Tableau 2 : Principaux agrégats macroéconomiques

Agrégats macroéconomiques	2025	2026	2027-2029
Taux de croissance réel	7,8%	5,0%	6,5%
Déflateur du PIB	0,9%	1,9%	2%
Solde budgétaire (% du PIB,			
norme<=3%)	7,82%	5%	3%

Source : DPEE

Hypothèses sur les variables de marché et scénarios de choc

- Taux d'intérêt:

- Les prêts avec les bailleurs internationaux : les marges appliquées au Sénégal ont été conservées. Pour les instruments à taux variable, les évolutions de taux de référence sont celles projetées pour la période 2026-2028 sur la base des taux swap publiés sur le site de SEB group.³
- Le marché intérieur : des conditions relativement similaires à celles observées actuellement ont été prises en compte, avec une amélioration sur le moyen terme.
- **Taux de change** : il est attendu une légère dépréciation du taux de change FCFA/USD au cours de la période 2026-2028 en comparaison avec les taux de change actuels, compte tenu des difficultés économiques et politiques en zone euro.
- **Scénarios de chocs**: Tandis que la SDMT prend en compte les prévisions de dépréciation du taux de change FCFA /USD dollar à partir de 2026, des scénarios de chocs additionnels ont été modélisés en se fondant sur les hypothèses suivantes :
 - o Appréciation du dollar de 10% en 2027 ;
 - o Une augmentation des taux d'intérêts de 100 points de base.

Sources potentielles de financement

Le marché domestique des titres publics disposerait d'une capacité d'absorption, en augmentation substantielle depuis quelques années, des titres émis par l'État du Sénégal estimée à plus de **1500 mds de FCFA** par an. Sur 2024 et 2025, les investisseurs ont porté leur appétit sur des instruments de court et moyen terme, dans un contexte de misreporting sur la dette du Sénégal. Eu égard des orientations des hautes autorités pour un financement endogène, le marché domestique constituera une source importante de financement (comme

³ Les projections des taux Euribor et SOFR sont fondées sur les taux swap du marché (source : SEB group)



il l'a été en 2025, dans un contexte de suspension du programme avec le FMI). Une présence forte sur l'ensemble des points de la courbe est prévue notamment en perspectives de remboursement d'une part importante sur la dette domestique.

Au-delà des ressources concessionnelles et semi-concessionnelles disponibles, les instruments de financement innovants (ESG, Diaspora Bonds, Panda Bonds, Samouraï Bonds) constituent un moyen de diversification géographique des sources en considération du besoin de financement très important pour 2026.

Un recours plus soutenu aux mécanismes de financements dans le cadre de contrat de Partenariat Public-Privé suivant les orientations de la SN2D est envisagé pour contribuer à la viabilité de la dette compte tenu des conséquences techniques d'un taux d'endettement élevé.

Évaluation de la mise en œuvre de la stratégie 2025-2027 en 2025

Caractéristique de coûts et risques des mobilisations à fin décembre 2025

Les ressources mobilisées à fin septembre, au titre du financement du budget de l'année 2025 sont estimées à 3430 milliards environ, soit 60% du besoin de financement.

La part des ressources extérieures ressort à 25% environ. Dans le plan de financement prévu lors de l'élaboration de la SDMT 2025-2025, il était attendu une mobilisation de ressources extérieures à hauteur de 50% en 2025. Cependant, en raison de la suspension du programme avec le FMI, la stratégie a été réorientée sur le marché domestique. Les émissions de nouvelles dette sur ce marché, en proportion du total des mobilisations à fin septembre, s'élève à 75%.

Les niveaux de mobilisations sont projetés à 35% pour la dette extérieure et 65% pour la dette domestique à fin 2025.

A date, le **coût moyen** de la nouvelle dette domestique (mobilisée en totalité sur le marché monétaire et financier) ressort à **7**% pour une **durée de vie moyenne** de **3,7 ans** et une période de **différé moyen** de **1,7 ans**.

Pour les mobilisations sur ressources extérieures, le **coût moyen** est projeté à **4%** environ pour une maturité moyenne de **8,1 ans** et une période de **différé moyen** de **4,2** ans. Elles portent sur de la dette à **taux variable** pour environ **44%** et la part libellée en euro ressort à **49%**

La nouvelle dette contractée à des conditions commerciale porte sur 81% des montants mobilisés à date.

Tableau 3 : Mise en œuvre du plan de financement à fin septembre 2025



RESSOURCES	EN % MOBILISATIONS	MATURITÉ	DIFFÉRÉ	TAUX	TYPE
EXTÉRIEURES	24,8%				
Prêts programme	0,6%	20	5	0,50%	CONCESSEURVAR
Prêts projets	18,5%	15	5	2,00%	CONCESSEURVAR+FIX
Autres emprunts	5,7%	1	0	5,40%	COMMERCIALEURVAR
INTÉRIEURES	75,2%				
dont APE	22,8%				
10ans	6,5%	10	2	6,95%	COMMERCIALXOFIX
7ans	4,4%	7	2	6,75%	COMMERCIALXOFIX
5ans	9,4%	5	2	6,60%	COMMERCIALXOFIX
3ans	2,6%	3	2	6,40%	COMMERCIALXOFIX
dont Adjudication	52,4%				
1_an_Infine	16,6%	1	0	7,70%	COMMERCIALXOFIX
3_ans_Infine	34,2%	3	2	6,30%	COMMERCIALXOFIX
5_ans_Infine	1,7%	5	4	6,45%	COMMERCIALXOFIX
EN % DU BF	60,0%				

Description des stratégies et résultats

Description des stratégies

- Stratégie 1 : cette stratégie maintien le statu quo en 2025 avec une distribution de 35% de nouvelle dette extérieure et 65% de nouvelle dette domestique. la stratégie décrite ici fait l'hypothèse d'une distribution des sources sous la structure de 60% de nouvelle dette extérieure et 40% de nouvelle dette domestique en 2026.
- Stratégie 2: cette stratégie est sous-tendue par l'hypothèse de conclusion d'un programme avec le FMI, ce qui permettrait de mobiliser davantage de ressources auprès des bailleurs et partenaires classiques et offrirait les conditions d'un retour sur le marché international. Néanmoins, elle reste orientée vers la réduction des contraintes de liquidité sachant que près de 15% du stock total de la dette arrive à échéance dans un an. Ainsi, l'accent est mis sur le recours aux financements commerciaux et de marché à l'international (eurobonds, Panda Bonds, Samouraï Bonds etc.) pour faire face aux échéances en vue. Le financement porterait également à 60% sur les ressources extérieures et à 40% sur les ressources en monnaie locale.
- Stratégie 3 : cette stratégie vise à contenir les vulnérabilités liées à la dette à taux variable (20%) et à la dette arrivant à échéance à court terme (30,4% de la dette totale et dont le taux sera refixé dans un (1) an qui ont pris des proportions non négligeables dans le portefeuille. La distribution des sources de financement ressortirait à 50% de nouvelle dette extérieure et 50% restants seront satisfaits à travers le marché domestique et vise un recours important aux financements concessionnels à une dette domestique de plus longue maturité.
- Stratégie 4 : ce scénario traduit la stratégie de financement la plus pessimiste (absence de programme avec le Fmi en 2026). Le financement serait ainsi répartie à 40% de ressources nouvelles extérieures et 60% de nouvelle dette intérieure. Sans exclusion des ressources potentiellement disponibles à l'extérieur, cette stratégie est bâtie sur le recours aux financements domestiques pour gérer le risque de refinancement sans dégrader le profil de viabilité de la dette.

Ces quatre stratégies ont été testées à l'aide du cadre analytique de la SDMT afin d'évaluer l'impact des choix de financement sur la période 2026-2028.



Résultats des stratégies

Le tableau 4 ci-après décrit les résultats des quatre stratégies en termes de coûts et risques à l'horizon 2028.

Tableau 4. Indicateurs des coûts et risques, scénario de base

INDICATEURS COUT-RISQUE - Scenario de	base					
		2024	A Fin 202	•		
Indicateurs de risque			S1	52	S3	S4
Dette nominale en % du PIB		119,0	101,2	101,1	101,1	101,2
Valeur actualisée de la dette en % d	lu PIB 1	110,1	93,9	93,1	92,5	93,7
Paiement d'intérêts en % du PIB 3		4,7	4,6	4,5	4,5	4,6
Taux d'intérêt moyen pondéré (%)		4,3	4,7	4,6	4,5	4,7
	Dette exigible dans 1 an (% du total)	14,7	12,8	11,7	10,9	12,3
	Dette exigible dans 1 an (% du PIB)	17,5	12,9	11,8	11,0	12,4
Risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance-Portefeuille de dette extérieure (ans)	8,4	7,5	7,1	7,6	7,2
	Durée moyenne d'échéance-Portefeuille de dette intérieure (ans)	3,2		3,4	3,5	3,6
	Durée moyenne d'échéance (ans)-ATM	6,7	5,8	6,1	6,3	5,9
	Durée moyenne à refixer (ans)-ATR	5,9			5,4	5,1
Risque de taux d'intérêt	Dette à refixer dans 1 an (% du total)	30,4	26,5	29,5	24,7	25,8
	Dette à taux d'intérêt fixe y compris bons du Trésor (% du total)	80,3	84,3	79,5	84,5	83,0
	Dette libellées en devises étrangères (% de					
	la dette totale)	68,3	61,3	71,3	68,7	62,6
Risque de taux de change	Dette libellée en Euro (% de la dette	28,5	29,7	36,2	32,7	32,0
	Dette libellée en dollar US (% de la dette totale)	39,8	31,6	35,0	35,9	30,6

Source : DDP, outil SDMT. Aide à la lecture : cellule orange= pire résultat ; cellule verte = meilleur résultat

Mémo:

Stratégie 1 : statu quo : 35/65

Stratégie 2 : Gestion du risque de liquidité 60/40

Stratégie 3 : Réduction du risque de taux d'intérêt et de refinancement 50/50

Stratégie 4 : Sans programme FMI- Recours aux financement domestiques 40/60

Les résultats donnent à constater :

- un ratio dette nominale en pourcentage du PIB en diminution sur les trois prochaines années, s'établissant autour de 101% du PIB ;
- une légère baisse des paiements d'intérêts en pourcentage du PIB quasiment dans tous les scénarii (avec 4,5% dans la stratégie 3 contre 4,7% en 2024) ;
- un taux moyen pondéré en légère hausse dans tous les scénarii; le meilleur résultat étant enregistré par la stratégie de réduction du risque de taux (S3);
- une amélioration du risque de refinancement avec une réduction de plus de 6% de la dette arrivant à échéance en pourcentage du PIB dans un an dans la stratégie S3;
- une légère réduction de la part de la dette à refixer dans un (1) an dans toutes les stratégies avec un écart de 6% au moins dans le scénario (S3);
- la dette libellée en devises étrangères resterait stable autour de son niveau de 2024 avec la stratégie S3. Cependant, on noterait une baisse de celle en dollar d'au moins 3% Les résultats indiqués dans le tableau 4 ci-dessus ont été passés aux tests de sensibilité définis dans le cadre analytique de la SDMT.



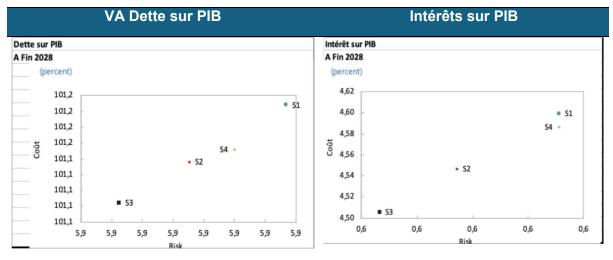
En sus des chocs sur le taux de change et le taux d'intérêt moyen pondéré, la combinaison de ces deux chocs a été également simulée.

Impact des scénarii de chocs

Les chocs qui ont été appliqués aux différents scénarii ont révélé que :

- La stratégie S2 basée sur le recours aux financements extérieures commerciaux et de marché dans le but de gérer les contraintes de liquidité de la dette existante sur les 3 prochaines années serait la plus coûteuse, du fait notamment du recours plus important à la dette commerciale.
- La stratégie basée sur le retour à la situation d'avant misreporting (S1) avec la conclusion d'un programme avec le Fmi serait mécaniquement la moins couteuse (mais moins réaliste).

Graphique 9. Impacts des scénarii de chocs sur les indicateurs de coûts et risques, à fin 2028



Source: DDP, outil SDMT

Description de la stratégie retenue

La stratégie recommandée (S3) est celle fondée sur l'hypothèse de la conclusion d'un programme avec le Fmi et ouvrant ainsi la possibilité de mobilisation plus importante de ressources concessionnelles disponibles auprès des bailleurs classiques notamment le Fmi.

Cette stratégie, outre l'avantage susmentionné, ouvre de belles perspectives pour le refinancement des eurobonds (dont le remboursement démarre en 2026) sur le marché international.

Cette stratégie réduirait également les risques susceptibles de naitre du recours aux seuls financements domestiques comme testé dans la stratégie S1 (dans le cas de non-conclusion de programme avec le Fmi et de limitation de l'accès aux ressources extérieurs).

Par ailleurs, le recours aux financements extérieurs à hauteur de 50% dans le cadre d'un programme avec le FMI rendrait plus confortable la mise en œuvre de l'objectif stratégique de développement du financement domestique et des financements innovants inscrit dans la SN2D.

Le recours aux financement extérieurs reste compatible avec les opportunités offertes par les types de financements innovants comme les financements portés vers l'Environnement, le Social et la Gouvernance (ESG) qui ont été expérimentés en 2024. Un renforcement de la liquidité du marché secondaire apparaît comme une priorité pour accroître l'attractivité du



marché régional et améliorer l'efficacité de la politique d'endettement des États. Cela implique une réforme globale, combinant incitations à l'animation du marché, diversification de la base d'investisseurs, réduction des coûts de transaction, et mise en place de mécanismes favorables à l'intervention de teneurs de marché actifs.

La modalité de financement relative aux contrats de partenariat Public-privé (PPP) est fortement encouragée dans cette stratégie. Il s'agira pour le privé de prendre le relais de l'État qui se sera lourdement engagé ces dernières années. La création de l'Unité Nationale d'Appui aux Partenariats Publi-Privé (UNAPPP) et la mise en place des textes encadrant les contrats de PPP constituent une opportunité dont il faudra tirer pleinement partie.

Le plan de financement de l'année 2026 issu de cette stratégie donne la répartition par devise, par nature et par type de taux des ressources qui seront mobilisées pour combler le besoin de financement qui sera dégagé par le tableau d'équilibre du budget.

C'est à ce titre que la stratégie (S3) portée sur un recours équilibré entre financements extérieurs et financement domestique dans le cadre d'un programme avec le Fmi constitue la meilleure manière de mobiliser des fonds aussi bien pour des opérations de gestion active (afin de lisser le profil de risque sur la viabilité de la dette) que pour la couverture du besoin de financements de 2026.

Tableau 5. Stratégie de financement retenue (S3: réduction du risque de taux 50/50)



DEVISES	INSTRUMENTS	SOURCE	2026	2027	2028
USD_1	ConcessionnelUSD_FI	External	12%	15%	15%
EUR_2	ConcessionnelEUR_FI	External	10%	20%	20%
EUR_3	ConcessionnelEUR_VA	External	8%	10%	10%
USD_4	ConcessionnelUSD_VA	External	10%	10%	10%
EUR_5	SemiconcessionnelEU	External	7%	20%	20%
EUR_6	SemiconcessionnelEU	External	5%	5%	5%
EUR_7	CommercialEUR_VAR	External	0%	5%	5%
USD_8	CommercialUSD_FIX	External	8%	15%	15%
USD_9	EROB_USD_FIX	External	20%	0%	0%
EUR_10	EROB_EUR_FIX	External	20%	0%	0%
XOF_11	CommercialXOF_FIX	Domestic	5%	5%	5%
XOF_12	BTXOF_FIX	Domestic	20%	20%	20%
XOF_13	OT_3XOF_FIX	Domestic	25%	20%	20%
XOF_14	OT_5XOF_FIX	Domestic	20%	15%	15%
XOF_15	OT_7XOF_FIX	Domestic	20%	20%	20%
XOF_16	OT_10+XOF_FIX	Domestic	10%	20%	20%
XOF_17	Autres emprunts	Domestic	0%	0%	0%

Plan de financement pour l'année 2026

Le plan de financement de l'année 2026, selon la stratégie consistant à recourir aux financements extérieurs, sous programme avec le FMI et manière équilibrée avec les financements de source domestiques, donnerait une répartition du besoin de financement comme présenté dans le tableau 6 ci-après.

Tableau 6. Plan de financement pour l'année 2026

DEVISES	INSTRUMENTS	SOURCE	2026	EN % BF
USD_1	ConcessionnelUSD_FIX	External	12%	6%
EUR_2	ConcessionnelEUR_FIX	External	10%	5%
EUR_3	ConcessionnelEUR_VAR	External	8%	4%
USD_4	ConcessionnelUSD_VAR	External	10%	5%
EUR_5	SemiconcessionnelEUR_FIX	External	7%	4%
EUR_6	SemiconcessionnelEUR_VAR	External	5%	3%
EUR_7	CommercialEUR_VAR	External	0%	0%
USD_8	CommercialUSD_FIX	External	8%	4%
USD_9	EROB_USD_FIX	External	20%	10%
EUR_10	EROB_EUR_FIX	External	20%	10%
XOF_11	CommercialXOF_FIX	Domestic	5%	3%
XOF_12	BTXOF_FIX	Domestic	20%	10%
XOF_13	OT_3XOF_FIX	Domestic	25%	13%
XOF_14	OT_5XOF_FIX	Domestic	20%	10%
XOF_15	OT_7XOF_FIX	Domestic	20%	10%
XOF_16	OT_10+XOF_FIX	Domestic	10%	5%
XOF_17	Autres emprunts	Domestic	0%	0%
	FINANCEMENT EXTÉRIEUR		100%	50%
1	FINANCEMENT DOMESTIQUE		100%	50%



